



Comité Santé Social Indre et Loire

Pour tout contact : npasantesocial37@gmail.com

Tours le 11 juin 2013

**Assez de ces affairistes !
Assez de régression sociale !
Non aux nouvelles attaques contre les retraites !
Réunion débat le 20 juin à 20h30
Salle de la médaille à Saint Pierre des Corps
Avec Christine Poupin (porte parole nationale du NPA)**

Cahuzac, Guéant, Tapie, Lagarde, Andrieux, Sarkozy... Ces dernières semaines, la vie politique est jalonnée, à droite comme à gauche, par les scandales et les affaires. Fraude fiscale pour l'un, détournements de fonds pour l'autre ou encore abus de faiblesse ou de biens sociaux...

Le fric roi

Cette collusion entre monde des affaires, l'État et les grands partis institutionnels, est au cœur de ce qu'ils nous présentent comme la démocratie, en réalité un système corrompu qui fonctionne au service des classes dominantes contre la population. Pour Guéant et ses centaines de milliers d'euros à l'origine opaque, pour Lagarde offrant des millions d'euros à Tapie, pour Sylvie Andrieux, députée des Bouches du Rhône, détournant des fonds publics, ce ne sont pas des délits mais les petits et grands avantages, les combines d'un système

dans lequel il est somme toute normal que la caste politique au service de la classe dominante bénéficie elle aussi de quelques privilèges. Des avantages qui ne sont que des gouttes d'eau au regard des immenses fortunes et richesses accumulées entre les mains de la petite minorité de riches qui détourne l'argent vers les paradis fiscaux, détient l'économie et fixe les orientations des gouvernements d'alternance pour ses seuls intérêts, et contre l'intérêt général.

Les richesses à ceux qui les produisent

Ce scandale est bien celui de la domination d'une minorité de possédants, financiers et grands patrons, qui accaparent une part sans cesse croissante des richesses au détriment de celles et ceux qui les produisent, de toute la population. Le gouvernement Hollande/Ayrault est entièrement dévoué à cette minorité comme le gouvernement Sarkozy/Fillon l'était. Au nom de la course à la compétitivité ou de la lutte contre les déficits, leur politique opère un transfert des richesses directement de la poche des salariés vers la poche des riches. Après avoir facilité les licenciements et la flexibilité avec la loi visant à assurer la compétitivité des entreprises, Hollande engage maintenant une nouvelle offensive contre les retraites. Quant aux retraités, ceux qui en auront les moyens

complèteront leur retraite avec des assurances privées. Les autres vivront dans la misère.

Toutes les forces du mouvement ouvrier, de la gauche syndicale et politique, les travailleurs, les jeunes doivent s'unir pour organiser la contre offensive. Et cela sans attendre, dès maintenant, sans se laisser une fois encore prendre au piège du dialogue social. Il n'y a rien à négocier, on connaît maintenant les projets de Hollande, ceux de la commission européenne. Donnons-nous les moyens de les rejeter et de faire reculer le patronat et le gouvernement.

Venez nombreux et nombreuses discuter et débattre de cette situation avec les militants-es du NPA ce 20 juin.

Pas d'austérité pour la santé! Droit aux soins pour toutes et tous! Tous à Paris le 15 juin !

A l'hôpital, avec Hollande/Touraine, tout reste comme avec Sarkozy/Bachelot : les fermetures de services, les restructurations, les « plans de retour à l'équilibre » avec des centaines de suppressions de postes, les conditions de travail insupportables de l'Hôpital Entreprise, **c'est maintenant !** Pour les patients, les « franchises », les dépassements d'honoraires, les difficultés pour accéder aux soins : **c'est toujours « maintenant » !**

L'heure est donc à ne plus subir, mais à se coordonner pour agir.

Le 15 juin doit être l'occasion de faire converger les luttes existantes, de leur donner une dimension nationale. Le NPA appelle à participer nombreux à cette initiative, première étape d'une indispensable mobilisation d'ampleur pour la défense des retraites, le droit à la santé pour tous et toutes, la reconquête de la Sécurité sociale, pour refuser l'austérité dans la santé, défendre un service public de la sante et de l'action sociale, avec des budgets et des effectifs correspondant aux besoins, des conditions de travail permettant d'assurer les meilleurs soins, pour exiger le droit aux soins pour tous, grâce à une Sécurité Sociale les remboursant à 100% !